

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille, CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche-sur-Yon, le 05 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIVETEAU BOIS

La Vallée - BP 7
STE FLORENCE
85140 Sainte-Florence

Références : D25.0305
Code AIOT : 0006301560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauthrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'application par l'exploitant de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. Cet arrêté a pour objectif de mieux connaître la contribution aux émissions de PFAS dans l'environnement des sites industriels en activité.

Cet arrêté impose aux industriels d'identifier les PFAS susceptibles d'avoir été utilisés, produits, traités ou rejetés par l'installation, puis, de rechercher dans les rejets les PFAS réglementés dans cet arrêté ainsi que tout PFAS additionnel identifié par l'exploitant.

La présente inspection ne traite donc pas des éventuelles émissions de PFAS liées à la chaudière CSR, dont des campagnes de prélèvement pour la recherche des substances PFAS est prévue par l'arrêté ministériel du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets, ni des mesures prévues par l'exploitant pour gérer les eaux d'extinction utilisées lors de l'incendie survenu le 13 avril 2025 qui sont contaminées par des PFAS et confinées dans le bassin de rétention du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIVETEAU BOIS
- La Gauvrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), des stockages de bois (rubrique 1532-2), ainsi qu'une installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520).

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	AN2024 – 2 – Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
8	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande d'action corrective	1 mois
9	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	4 mois
10	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Demande d'action corrective	1 mois
11	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	4 mois
12	Suivi de l'incendie du 13 avril 2025 - Evacuation des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 16/04/2025, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
13	Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.5.2	Demande d'action corrective	14 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	AN2024 – 3 – Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	AN2024 – 4 – Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	AN2024 – 5 – Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à l'ensemble des campagnes de mesures exigées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pour la recherche de substances PFAS dans ses rejets d'eaux pluviales. Toutefois, de par ses activités, l'exploitant a indiqué qu'il n'utilise aucune substance contenant des PFAS, et que les seules éventuelles raisons pouvant mener à la présence de PFAS dans ses rejets seraient liées à l'utilisation, par les pompiers, d'émulseurs anti-incendie contenant des PFAS lors d'incendies passés.

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre les investigations afin d'identifier l'origine des PFAS dans ses rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AN2024 – 2 – Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>Cette campagne porte sur :</p> <p>(...)</p> <p>3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.</p> <p>(...)</p>
Constats : <p>L'exploitant a procédé à trois campagnes de mesures des substances PFAS en octobre, novembre et décembre 2023. Ces mesures ont porté sur les 4 rejets d'eaux pluviales du site, correspondant aux quatre bassins versants, ce qui est conforme. Les analyses ont porté uniquement sur les PFAS cités à l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (20 PFAS obligatoires). À ce stade les analyses n'ont pas été étendues à d'autres PFAS.</p> <p>Concernant le BV n° 3, une seule mesure a pu être effectuée : aucun rejet n'était présent lors des venues suivantes du préleveur, y compris en période pluvieuse. Les résultats de cette seule mesure révèlent néanmoins qu'aucun PFAS analysé, à savoir les 20 PFAS indentifiés au point 3.2°, n'a été quantifié.</p> <p>L'exploitant a identifié les émulseurs anti-incendie comme sources potentielles. Il doit donc compléter les analyses réalisées par la recherche des PFAS spécifiques émulseurs (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE) et demander aux fournisseurs la composition des émulseurs utilisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : AN2024 – 3 – Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Autre, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Pour l'ensemble des campagnes, les prélèvements ont été réalisés par l'APAVE, qui dispose d'une accréditation « COFRAC n°1-7202 » mentionné sur le rapport d'essais et considérée par conséquent comme acquise au moment des prélèvements. L'inspection des installations classées a vérifié la portée de cette accréditation sur le site du COFRAC : celle mentionnée avec prise d'effet au 21 mai 2025 couvre les prélèvements d'eau.

Concernant les analyses, elles ont été sous-traitées au laboratoire AL-West B.V., appartenant au groupe AGROLAB GROUP, et qui est un laboratoire néerlandais. Celui-ci est accrédité par l'organisme d'accréditation néerlandais : Raad voor accreditatie, et possède l'accréditation n° « RvA-L005 ». Le document d'accréditation disponible sur le site internet de la Raad voor accreditatie précise que le laboratoire est accrédité pour l'analyse des PFAS. Toutefois, cette accréditation est valide à partir du 24 décembre 2024, soit à une date antérieure à la date des analyses.

Un document complémentaire disponible sur le site du laboratoire indique qu'il était accrédité pour l'analyse des PFAS sur la période du 22 décembre 2021 au 1^{er} septembre 2024. De plus, la Raad voor accreditatie est signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Pour les prochaines analyses PFAS, l'exploitant devra s'assurer des accréditations pour le prélèvement et l'analyse pour chaque PFAS nécessitant une analyse sous accréditation avant tout prélèvement et analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : AN2024 – 4 – Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
Constats : <p>Chaque échantillon a été constitué d'un prélèvement ponctuel : continu d'une demi-heure ou de prélèvements instantanés espacés, d'après les rapports d'essais. Les prélèvements ont été réalisés sur les 4 rejets d'eaux pluviales du site, correspondant aux quatre bassins versants du site.</p> <p>Sur site, l'inspection des installations classées a examiné trois des quatre points de prélèvement. Le point de rejet des eaux pluviales correspondant au bassin versant 4 n'a pas pu être ouvert, toutefois une photographie du point de prélèvement est disponible dans le rapport d'essais. Pour les autres points de rejet des eaux pluviales, l'inspection des installations classées confirme qu'il n'y a pas forcément d'écoulement d'eau en l'absence de pluie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : AN2024 – 5 – Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports d'essais pour les trois campagnes de mesures, pour lesquels : - La limite de quantification pour les AOF est de 2µg/l, ce qui est conforme ; - La limite de quantification pour les PFAS est de 20 ng/l, ce qui est conforme à la prescription qui impose une limite de quantification de 100 ng/l. Lors de la transmission des résultats sous GIDAF, l'exploitant a bien précisé la mention « non quantifié » pour les substances PFAS ayant une concentration inférieure à la limite de quantification du laboratoire, ce qui est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a correctement saisi les analyses effectuées sur l'application GIDAF pour les 3 campagnes d'analyses des PFAS dans les eaux pluviales, ce qui est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Les rapports d'essais présentés par l'exploitant indiquent pour les trois campagnes de mesures, et sur l'ensemble des points de rejets des eaux pluviales, une valeur en PFOS inférieure à la limite de quantification, ce qui est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

S'agissant d'un site de découpe et de traitement du bois, l'exploitant a indiqué ne pas mettre en œuvre de substances pouvant contenir des PFAS, suite à une vérification de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits utilisés sur son site. Cependant, si les substances PFAS sont présentes en quantités trop faibles dans les substances utilisées, elles ne seront pas mentionnées dans les fiches de données de sécurité. L'inspection des installations classées recommande donc à l'exploitant de se rapprocher de ses fournisseurs afin de confirmer qu'aucun des produits utilisés sur site ne contient de PFAS.

Par ailleurs, l'exploitant est soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 en raison de ses activités de broyage du bois soumis à la rubrique ICPE n°2791. De part la nature des bois traités dans son installation de broyage, l'exploitant n'identifie aucun PFAS pouvant provenir de cette activité.

L'exploitant a montré une photo d'un émulseur anti-incendie présent sur site pour l'alimentation des PIA. Cet émulseur, nommé « BIOFILM 3S », est un émulseur fluorosynthétique contenant des PFAS. D'après l'exploitant, cet émulseur n'a jamais été utilisé.

D'après un document de synthèse rédigé par l'exploitant relatif à la synthèse de la campagne de suivi des PFAS dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, celui-ci a identifié comme unique source potentielle de PFAS l'usage d'émulseurs anti-incendie dans le cadre d'incendies. D'après l'exploitant, très peu d'émulseurs ont été utilisés par les pompiers, et il suppose que le dernier usage potentiel d'un émulseur anti-incendie contenant des PFAS remonte à un incendie datant de 2013.

Il est à noter qu'un émulseur anti-incendie contenant des PFAS a été utilisé lors de l'incendie survenu le 13 avril 2025, et qui a fait l'objet d'analyses spécifiques dans le cadre de la gestion post-accidentelle.

En conclusion, l'exploitant ne dispose d'aucune liste de substances PFAS pour son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir et tenir à jour la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation à partir :

- des résultats des campagnes réalisées en octobre, novembre et décembre 2023,

- des investigations à mener pour identifier les PFAS présent dans l'émulseur fluoré présent sur site,
- des investigations à mener pour identifier, dans la mesure du possible, les éventuels autres PFAS contenus dans les émulseurs utilisés par les pompiers lors d'incendies passés. Ces investigations pourront par exemple s'appuyer sur des analyses complémentaires des rejets en ciblant les PFAS spécifiques aux émulseurs, et notamment au droit des rejets où le paramètre AOF a été mesuré en quantité significative (cf. également point de contrôle n° 8 et 9).

L'état des lieux doit intégrer la liste des PFAS identifiés comme devant être recherchés dans le cadre de l'action nationale 2025 mousse anti-incendie : 6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE.

Si cet état des lieux fait apparaître des PFAS qui n'ont pas été analysés lors des campagnes de 2023, de nouvelles campagnes mesures de ces PFAS devront être réalisées.

L'exploitant transmettra l'ensemble de ces éléments en mettant à jour son document de synthèse de la campagne de suivi des PFAS dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en œuvre de plan de réduction ou de suppression des PFAS quantifiés. L'exploitant a précisé qu'il n'a identifié aucun PFAS lié à son activité. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les concentrations en AOF et en PFAS mesurés sont équivalentes entre ses deux sites, La Vallée et La Gauvrie, lors des campagnes de mesures menées en 2023. L'exploitant considère que les valeurs de concentrations relèvent du bruit de fond en PFAS, plutôt qu'à une incidence liée à son activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit identifier les produits pouvant contenir des PFAS, que ce soit dans les produits utilisés sur site, ou dans les émulseurs anti-incendie ayant pu être utilisés. Dans la mesure du possible, l'exploitant doit identifier les molécules PFAS associées aux éventuels produits ou émulseurs anti-incendie utilisés. Cette identification doit permettre des mesures ultérieures de suppression ou réduction des PFAS dans les rejets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer la présence des PFAS détectés, ni le flux massique élevé en AOF pour certains prélèvements.

En effet, afin d'évaluer le flux massique, l'exploitant a dû mesurer ou évaluer le débit pour chaque point de rejet des eaux pluviales :

- pour les points de rejet des eaux pluviales correspondant aux bassins versants 1 et 4, ils n'ont pas pu être mesurés. L'exploitant a estimé le débit par calcul en tenant compte de la surface des bassins versants et de la pluviométrie du jour du prélèvement. Toutefois, l'exploitant a émis des doutes quant à son estimation, en commentaire sur l'application GIDAF.

- Pour le point de rejet des eaux pluviales correspondant au bassin versant 2, l'exploitant a procédé à une mesure ponctuelle du débit, rapporté à une mesure journalière en supposant un débit constant.

- Pour le point de rejet des eaux pluviales correspondant au bassin versant 3, l'exploitant a procédé à une mesure ponctuelle du débit, rapporté à une mesure journalière en supposant un débit constant pour le mois d'octobre 2023. L'exploitant n'a pas pu réaliser de prélèvement aux mois de novembre 2023 et décembre 2023 en raison de l'absence d'écoulement, et malgré la présence de pluie au moment des prélèvements.

L'analyse d'octobre 2023 affiche une concentration en AOF au niveau du point de rejet des eaux pluviales associé au bassin versant n°1 de 30µg/l. Après estimation du débit journalier, l'exploitant estime le flux massique en AOF à 46,98g.

L'analyse d'octobre 2023 affiche une concentration pour la somme des PFAS mesurés au niveau du point de rejet des eaux pluviales associé au bassin versant n°1 de 0,085µg/l. Après estimation du débit journalier, l'exploitant estime le flux massique pour la somme des PFAS mesurés à 0,13g.

Les analyses de novembre et décembre 2023 affiche une concentration en AOF, au niveau du point de rejet des eaux pluviales associé au bassin versant n°1 inférieure à la limite de quantification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des concentrations importantes en AOF relevées en octobre 2023 au niveau du point de rejet des eaux pluviales associé au bassin versant n°1, et de l'incohérence avec la somme des PFAS analysés, il est demandé à l'exploitant d'étendre l'analyse dans les rejets à d'autres PFAS (par exemple, certains laboratoires proposent des analyses étendues à plus de 55 PFAS), de même pour les autres points de rejets. De plus, les PFAS spécifiques des mousses anti-incendie, hors ceux compris dans la liste des 20 PFAS cités à l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, seront à

analyser : 6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE.

Les résultats des campagnes d'analyses complémentaires seront transmis à l'inspection des installations.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'expliquer les doutes émis sur le calcul du débit qu'il a présenté, et le cas échéant de présenter le mode de calcul modifié utilisé et son estimation du débit évalué corrigé, afin de sécuriser les valeurs de flux massiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : L. 110-1 : 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable. L. 523-6-1 / La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées. Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a présenté aucune mesure de suppression ou de réduction des PFAS rejetés dans ses eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place des mesures visant à identifier l'origine des PFAS et, le cas échéant, proposer les solutions pour réduire ou supprimer ces polluants (cf demandes formulées dans les points de contrôles précédents 8 et 9). Le cas échéant, la contamination potentielle des réseaux de collecte ayant pour exutoire les points de rejets où des PFAS ont été quantifiés devra être intégrée au plan d'actions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : Suite aux 3 campagnes d'analyses de 2024, l'exploitant n'a pas mis en œuvre de mesures de surveillance complémentaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre les prélèvements et analyses pour les PFAS, avec au minimum deux campagnes de mesures complémentaires. Les paramètres à analyser sont au minimum les molécules PFAS que l'exploitant identifiera comme étant potentiellement présentes sur son site, ou ayant été utilisées par le passé lors d'utilisation d'émulseurs anti-incendie, ainsi que les molécules PFAS préconisées au point de contrôle n°9. Les résultats des campagnes d'analyses complémentaires seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Suivi de l'incendie du 13 avril 2025 - Évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 16/04/2025, article 9
Thème(s) : Autre, Evacuation des déchets post-accident
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant procède, sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'accident survenu le 13 avril 2025.</p> <p>L'exploitant fournit au fur et à mesure des opérations d'enlèvement les éléments justifiant du traitement de ces déchets (transmission des bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondants).</p> <p>Les filières de traitement des déchets potentiellement contaminés par des PFAS est soumise à validation préalable de l'inspection.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté le planning d'évacuation des déchets de copeaux de bois souillés par les émulseurs anti-incendie, et qui se finalisera au mois d'août 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les copeaux souillés sont stockés sur une dalle étanche, et sous une bâche étanche. L'exploitant a indiqué procédé à une mesure régulière de la température au cœur du stockage de copeaux souillés afin d'éviter tout phénomène d'autocombustion.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra les bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondant à l'évacuation des copeaux souillés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales rejetées doivent être exemptes de matières flottantes et respecter les valeurs limites suivantes :

Points de rejets	Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission ⁽²⁾
BV1, BV2, BV3 et BV4 ⁽¹⁾	pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
	Matières En Suspension	1305	100 mg/l si le flux est inférieur ou égale à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà
	DCO	1314	300 mg/l si le flux est inférieur ou égale à 100 kg/j, 125 mg/l au-delà
	DBO5	1313	100 mg/l si le flux est inférieur ou égale à 30 kg/j, 30 mg/l au-delà
	Hydrocarbures totaux – HCT	7009	10 mg/l
BV1 et BV2	Cuivre et ses composés en Cu	1392	0,15 mg/l si le flux dépasse 5 g/j
	Cyperméthrine	1140	25 µg/l si le flux dépasse 1 g/j
BV1	Azote global	1551	30 mg/l si le flux supérieur ou égal à 50 kg/j
	Phosphore total	1350	10 mg/l si le flux supérieur ou égal à 15 kg/j
	AOX	1106	1 mg/l si le flux dépasse 30 g/j
	Arsenic et ses composés en As	1369	25 µg/l si le flux dépasse 0,5 g/j
	Cadmium et ses composés en Cd	1388	25 µg/l
	Chrome et ses composés en Cr	1389	0,1 mg/l si le flux dépasse 5 g/j
	Mercurure et ses composés	1387	25 µg/l
	Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l
	Plomb et ses composés	1382	0,2 mg/l
	Zn et ses composés	1383	1 mg/l

(1) Jusqu'à la mise en œuvre du relevage vers BV2 mentionné à l'article 4.5.1

(2) le flux mentionné dans cette colonne correspond, pour chaque substance, au flux total émis par les différents émissaires du site

Ces valeurs limites sont complétées, pour les substances incluses dans le programme de surveillance défini en application de l'article 4.5.3 du présent arrêté, par les valeurs limites d'émission définies dans les arrêtés ministériels applicables, notamment dans le 3 et le 4 de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements moyens réalisés sur 24 h.

Constats :

L'inspection a constaté que l'eau du bassin tampon, situé en amont du bassin technique, au niveau du bassin versant n°1, est trouble et présente des matières en suspension :



L'exploitant a indiqué procéder à un nettoyage régulier de ce bassin tampon depuis l'incendie survenu le 13 avril 2025, mais que l'état de l'eau du bassin se dégrade à nouveau malgré les nettoyages. L'inspection des installations classées a constaté que les eaux de ce bassin sont rejetées au milieu naturel.

L'exploitant a indiqué avoir récemment procédé aux mesures de surveillance des rejets des eaux pluviales prévues par l'article 4.5.2 de son arrêté d'autorisation, et qu'il est en attente des résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les derniers résultats des analyses des rejets des eaux pluviales réalisées afin de justifier de la qualité des eaux rejetées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 14 jours